

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche  
1 Rue du Recteur Daure  
CS 60 040 – 14 006 Caen cedex 1  
[www.normandie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr)

CAEN, le 12/10/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 11/10/2022

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**  
**NL LOGISTIQUE**  
ZAC Est  
18 rue ABO VOLO  
14120 MONDEVILLE

Références : ERASS-2022-14-533  
Code AIOT : 0005303665

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement NL LOGISTIQUE implanté 18 rue Abo Volo 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NL LOGISTIQUE
- 18 rue Abo Volo 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005303665
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société NL Logistique (anciennement SCMT) implantée à Mondeville exerce une activité d'entreposage de matières combustibles au sein des deux bâtiments appelés « F16 » (63 000 m<sup>3</sup>) et « F17 » (65 000 m<sup>3</sup>). Cette installation classée pour la protection de l'environnement est soumise au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt) et au régime déclaratif pour les rubriques 2925 (atelier de charge) et 4320 (aérosols).

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- récolement partiel de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2022

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
2	Classement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4	/	Sans objet
3	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral complémentaire en date du 28 mars 2022 prescrit un certain nombre de travaux dont le délai de réalisation n'est pas échu (30 novembre 2022). Toutefois, l'inspection des installations classées a optimisé sa réunion chez l'exploitant pour constater l'achèvement de certains travaux:

- retrait de l'ensemble des alcools de bouche du bâtiment F16;
- démontage des racks de stockage associés à l'entreposage des alcools de bouche en partie Ouest du

- bâtiment F16;
- création de la zone d'éclatement en partie Ouest du bâtiment F16;
- démontage des racks en partie Sud-Est du bâtiment F16 pour libérer les futurs espaces des cellules liquides inflammables et aérosols;
- respect des quantités de produits entreposés selon l'annexe 2 de l'arrêté supra.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées demandé à l'arrivée des inspecteurs a été fourni très rapidement. Dans la mesure où le tableau synthétique présenté permet une lecture simple et claire de la situation administrative, certaines cellules pourraient être protégées en écriture afin d'éviter toute modification des seuils réglementaires de l'arrêté limitant les tonnages de matières combustibles par nature et par bâtiment.</p> <p>Les inspecteurs ont contrôlé des valeurs des seuils mentionnés dans le fichier et ont relevé des écarts qu'il convient de rectifier et de fiabiliser rapidement. Les seuils globaux pour l'établissement fixés pour les matières combustibles étaient exacts, en revanche, pour certaines catégories, les seuils par bâtiment étaient inexacts, parfois dans le sens de la sécurité, parfois non.</p> <p>L'état des stocks reçu le lendemain de la visite sur demande de l'inspection a été rectifié en conséquence.</p> <p>L'inspection des installations classées demande que le tableau de suivi de l'état des stocks des matières combustibles et inflammables soit fiabilisé, c'est-à-dire que les seuils réglementaires ne puissent être modifiés que par une personne habilitée et nommément désignée par l'exploitant.</p> <p>N'ayant pu vérifier la périodicité de mise à jour de cet état des matières stockées à l'aide de ce tableau, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une traçabilité permettant d'attester du respect de la prescription de l'arrêté ministériel relative au recalage périodique de l'état des stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Classement de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement de l'établissement au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
<b>Constats :</b> L'état des matières stockées permet de constater que le classement prescrit à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2022 est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Organisation du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La répartition des quantités de matière au sein des bâtiments F16 et F17 est reprise en annexe 2 du présent arrêté. Le plan théorique d'implantation au sein des cellules d'entreposage sont indiqués en annexe 3.
<b>Constats :</b> L'état des matières stockées permet de constater que la répartition des matières entre les deux bâtiments respecte l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2022. Ainsi les liquides inflammables et les aérosols ne sont présents qu'au sein du bâtiment F16 et les stocks de cartons sont dans le bâtiment F17.  Les inspecteurs se sont rendus dans le bâtiment F16 pour s'assurer de l'avancement des travaux intérieurs. Ils ont pu constater que la zone d'éclatement (ou picking) pour la préparation des commandes avait été dégagée de toutes matières combustibles pour permettre les travaux d'aménagement intérieurs des futures zones de stockage des liquides inflammables et des aérosols.  Ils ont noté que le système de sprinklage avait été partiellement démonté pour ne plus couvrir la zone où les travaux vont débuter. Les antennes de sprinklage ont été démontées à l'aplomb de la zone en question et capsées au moyen de bouchon vissable selon l'exploitant. C'est la société en charge du suivi des installations de sprinklage qui a procédé à ces travaux.  Les inspecteurs se sont rendus sur la nouvelle zone de picking où les anciens racks de stockage ont effectivement été démontés. Par sondage, ils ont contrôlé les marchandises en préparation. Ils n'ont pas observé la présence d'alcool de bouche.  Les inspecteurs se sont rendus à l'arrière du bâtiment F16 pour apprécier l'espace disponible pour réaliser le merlon prescrit pour faire écran thermique avec la sortie de l'autoroute et limiter les zones d'effets sortant du site. Les inspecteurs ont noté que l'espace disponible ne permettait pas de réaliser un merlon sur toute la longueur du bâtiment et que la face arrière de la cellule de stockage des liquides inflammables ne pourrait très vraisemblablement pas être traitée par un merlon. L'exploitant doit préciser comment il compte traiter cette portion de façade arrière du bâtiment F16. Ce sujet devra être spécifiquement traité dans le dossier de porter à connaissance à venir. A cette occasion, les inspecteurs ont constaté que le bassin d'infiltration avait été clos, mais la porte était ouverte. Il importe que l'exploitant veille à maîtriser l'accès aux bassins d'infiltration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet